

# FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE CLIMAT

**À Cannes, le G20 s'est, pour la première fois, mobilisé pour les financements innovants pour le développement et le changement climatique.**

Les besoins en financement pour le développement et la lutte contre le changement climatique sont élevés. Les sources actuelles de financement mobilisées à ces fins par les pays en développement eux-mêmes et par les pays bailleurs de fonds n'y suffiront pas. Ainsi, le niveau d'aide publique au développement, quoiqu'ayant atteint en 2010 un niveau record de 129 milliards de dollars, n'est toujours pas en phase avec l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'engagement pris à Copenhague sur le financement du changement climatique suppose également de mobiliser un montant de 100 milliards de dollars, publics et privés, par an à partir de 2020.

Au vu de ces besoins, il faut repenser le modèle de financement du développement et du changement climatique. Les financements innovants, susceptibles de mobiliser le secteur privé comme le secteur public, doivent permettre d'atteindre ces objectifs.

Une majorité de pays du G20<sup>1</sup> les utilisent déjà, en complément de leur aide traditionnelle, mais il faut aller plus loin pour répondre aux défis de la solidarité internationale.

Plusieurs rapports ont fait avancer la réflexion cette année et ont été rendus publics à l'occasion du Sommet de Cannes :

- le rapport préparé par Bill GATES pour le Sommet de Cannes sur le financement du développement, à la demande du Président de la République française qui liste :
  - les contributions sur les activités mondialisées : taxe sur les billets d'avion (déjà en place dans un certain nombre de pays), taxation des « soutes » (carburants) des avions et des bateaux, taxation du tabac, taxe sur les transactions financières, dont plusieurs rapports ont désormais confirmé la faisabilité technique (FMI, AGF, rapport Gates, Groupe pilote pour les financements innovants pour le développement) ;
  - les garanties d'achats futurs (« Advanced Market Commitments »), qui peuvent accélérer la recherche en matière de vaccins comme cela a été le cas pour la recherche d'un vaccin contre la pneumonie ;

1. France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Australie, Canada, Afrique du Sud, Brésil, Russie, Corée du Sud.



- d'autres mécanismes de marché, comme le financement en aval (« pull mechanisms ») à l'image de ce qui est fait en G20 pour la recherche en agriculture tropicale ;

- les obligations destinées aux diasporas (« Diaspora bonds ») pour mobiliser l'épargne des migrants et l'orienter sur des investissements dans leur pays d'origine.

- le rapport de la Banque mondiale, du FMI, de l'OCDE et des Banques régionales de développement, en collaboration avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), sur le financement du changement climatique. Ce rapport approfondit les travaux conduits en 2010 dans le cadre des Nations Unies et établit, entre autres sources, la faisabilité technique d'une contribution des secteurs maritime et aérien ;

Une approche sous la forme d'un menu d'options a été retenue par les Chefs d'État et de gouvernement à Cannes avec l'engagement de membres du G20 d'aller de l'avant parmi ces différentes options. Les ministres des finances du G20 poursuivront en particulier leurs travaux sur la taxation du secteur financier et sur le financement du développement et de la lutte contre le changement climatique. Pour sa part, la France a confirmé sa volonté d'instaurer, avec d'autres pays, une taxe sur les transactions financières.